

LES JOURNÉES D'ATHÈNES
GRÈCE
**LES CHEMINS
 DE L'ESPOIR**



Après dix années de crise, la Grèce va mieux et retrouvera sa souveraineté économique en août prochain. Mais pour les participants aux Journées d'Athènes de "l'Obs", le pays doit continuer à se réformer

Par **PIERRE HASKI**



Le président de la République hellénique Prokopis Pavlopoulos et le commissaire européen Pierre Moscovici.

Il en va de l'économie comme de la météo: il y a d'un côté les chiffres, de l'autre le ressenti. On a beau vous dire que les chiffres montrent qu'il ne fait pas si froid, c'est le ressenti qui vous fait greloter ou pas. C'est exactement ce qui se passe en Grèce, où les indicateurs macro-économiques passent au vert les uns après les autres, mais où le « ressenti » des Grecs reste marqué par les années de

crise et d'austérité: baisse dramatique des retraites et des salaires, chômage massif surtout chez les jeunes, système bancaire encore incapable de financer les entreprises, et, surtout, la fuite des cerveaux qui se poursuit, avec une majorité de jeunes diplômés qui rêvent de quitter le pays.

Pourtant, c'est sous la bannière des « Chemins de l'espoir » que « l'Obs », en partenariat avec le quotidien grec « Kathi-

merini », et la Fondation Stavros Niarchos, a organisé, les 8 et 9 février, les Journées d'Athènes, dans le magnifique bâtiment conçu par l'architecte Renzo Piano pour abriter le Centre culturel Stavros Niarchos ouvert l'an dernier.

C'est Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, interrogé par Alexis Papahelas, le directeur de « Kathimerini », et ➤



Viviane Reding, eurodéputée et ex-commissaire européenne, et Evangelos Venizelos, ancien vice-Premier ministre de la Grèce.

➔ Matthieu Croissandeau, directeur de « l'Obs », qui s'est chargé des bonnes nouvelles. Après dix ans de crise, a-t-il expliqué, « l'économie grecque va mieux » et se trouve « dans la dernière ligne droite ». Le 21 juin, l'Eurogroupe, c'est-à-dire les gouvernements de la zone euro, devrait décider de la clôture du troisième programme économique de soutien à la Grèce, qui la plaçait, de facto, sous tutelle européenne, et la sortie de ce programme devrait être effective en août cette année.

« En août, la Grèce redeviendra un pays normal », a proclamé Pierre Moscovici, visiblement ravi de pouvoir annoncer aux Grecs que leurs efforts, leurs sacrifices, dont certains, a-t-il reconnu, ont été imposés de manière excessivement dure comme la baisse des pensions, n'ont pas été inutiles. La Grèce retrouve sa souveraineté tout en restant de plain-pied dans la zone euro, un résultat qui n'était pas acquis d'avance, surtout pas en cet été 2015 où elle a été à deux doigts d'un « Grexit » qui a traversé l'esprit du ministre allemand des Finances de l'époque, Wolfgang Schäuble, et de certains dirigeants grecs comme le ministre des Finances d'alors, Yanis Varoufakis. Il aura fallu d'intenses discussions européennes – avec le soutien de la France au maintien de la Grèce dans l'euro – et un spectaculaire

retournement de situation politique au sein de Syriza, le parti au pouvoir à Athènes, pour que s'engage le processus qui aboutit au résultat positif d'aujourd'hui.

Pour autant, la Grèce est loin d'être totalement tirée d'affaire. Aussi bien Pierre Moscovici que tous les intervenants grecs aux Journées d'Athènes ont admis qu'il restait beaucoup à faire pour que le pays convalescent retrouve sa santé, et que l'« espoir » dont il a été question pendant ces deux jours soit réellement partagé par tous les Grecs.

« Il y a un besoin de réformes dans ce pays, mais les réformes de demain doivent être d'une autre nature ; pour son propre intérêt, la Grèce doit continuer à se réformer », a plaidé Pierre Moscovici. Les participants grecs, tant les membres du gouvernement Syriza présents que ceux de l'opposition libérale ou socialiste, et les entrepreneurs et représentants du monde des affaires, n'ont pas dit autre chose, reconnaissant que, malgré les progrès accomplis, la transformation de l'économie et de l'administration grecques est loin d'être achevée.

Deux entrepreneurs grecs sont venus montrer que des *success stories* sont possibles dans le pays. Nikos Anastassiou, directeur d'Epexyl, a raconté l'histoire impressionnante de l'entreprise familiale d'ébénisterie qu'il a héritée de son père, et

qui participe aujourd'hui aux plus grands chantiers autour du monde, à commencer par celui du centre Stavros Niarchos où se tenait le forum. « Notre pays, a-t-il dit, présente encore les signes extérieurs de la souffrance. Mais grâce au travail, à la persévérance, à la sollicitation, la qualité et l'honnêteté, on peut transformer la Grèce de pays de difficultés en pays d'opportunités. »

Nikos Drandakis, fondateur de Beat (ex-Taxibeat), un Uber grec, est venu montrer quant à lui qu'il y avait aussi un immense champ de possibilités dans l'innovation numérique en Grèce : « Nous avons démarré il y a sept ans avec quatre personnes, pas de financement, pas de subventions, mais en proposant une solution technique à un marché plein de problèmes. » Aujourd'hui, racheté par l'allemand Daimler, il cherche 30 personnes à embaucher à son siège d'Athènes, dans des fonctions techniques et de gestion, pour une société qui s'internationalise, notamment en Amérique latine.

Mais Nikos Drandakis a lancé une mise en garde : « Le changement ne plaît pas à tout le monde, des groupes entiers n'y sont pas prêts. Nos dirigeants doivent préparer la société aux changements pour qu'elle s'adapte, sinon il y aura des frictions et des problèmes. Nous devons évoluer plus vite et nous placer du côté de la planète qui change.

C'est une question de choix et de leadership : pousser à l'innovation ou gagner du temps ? »

Nicolas Vernicos, le président de la chambre de commerce internationale à Athènes, a reconnu qu'il existait un écart entre les chiffres et « la réalité que vivent les gens ». Il a évoqué, en particulier, le risque de voir se créer un fossé entre les entreprises « qui ont des capitaux, peuvent s'adapter et profiter du retour de la croissance », et celles qui n'en ont pas et se trouvent face à des banques « qui sont à sec, comme un robinet sans eau ». Il a ainsi plaidé pour le développement du micro-crédit, évoquant le développement en Grèce du réseau Action Finance Initiative, créé avec le soutien européen, et notamment français via la Caisse des Dépôts.

Des tractations sont par ailleurs en cours pour la création d'un équivalent grec de la Banque publique d'Investissement (BPI) française, un organisme public chargé de soutenir l'innovation et le financement des secteurs que les banques commerciales ne couvrent pas, et pour lesquelles il n'y a pas encore, en Grèce, l'écosystème de fonds d'investissement et de capital-risque qui existe ailleurs. La BPI française ainsi que ses équivalents allemand, brésilien ou même chinois sont associés à cette initiative attendue par les entrepreneurs.

La situation du système bancaire est en effet l'un des freins importants à la possibilité de consolider, et même d'accélérer le retour de la croissance, qui s'est élevé à 1,7% l'an dernier, plus de 2% sans doute cette année avec un tourisme en forte hausse et le retour de l'investissement. Les banques ont été les premières victimes de la crise il y a dix ans, et ne s'en sont toujours pas remises. Le taux de crédits non performants dans les banques commerciales grecques reste au-dessus de 40%, plus de dix fois plus que la moyenne du reste de l'Europe, un fardeau insupportable qui plombe l'économie grecque.

« Il y a encore un long chemin à parcourir, les banques doivent travailler plus dur », a sobriement commenté Martin Czurda, le président du Fond de Stabilité financière en Grèce, le « bras armé » européen qui participe à la restructuration des banques grecques. Le très sérieux Autrichien est toutefois sorti de sa réserve pour répondre à l'ex-ministre Pasok (socialiste) de l'Économie et des Finances, Nikos Christodoulakis, qui critiquait le projet de BPI grecque : « Il n'y a pas de véritable concurrence dans

ce pays, en particulier dans le secteur bancaire. Introduisez de la concurrence, et vous verrez que les banques changeront ! »

L'enjeu, aujourd'hui pour la Grèce, est de savoir ce qu'elle va faire de son retour à la souveraineté sur sa politique économique à partir du mois d'août. À écouter le ministre délégué aux Affaires européennes, Georgios Katrougalos, il s'agira de s'éloigner des recettes « néo-libérales » qui ont été imposées de l'extérieur à la Grèce pour soigner le malade avec du « sado-monétarisme, des relents de punition ». « Il faut un retour au modèle européen de redistribution sans remettre en question la productivité », a assuré le ministre, un membre éminent de Syriza, le parti issu de la gauche radicale grecque converti à un pragmatisme très social-démocrate. Son rival, en politique et dans la même table ronde, Evangelos Venizelos, ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, survivant du Pasok socialiste en déroute, a eu beau jeu de rappeler que la sortie de crise s'effectue avec un gouvernement qui est arrivé au pouvoir en disant qu'il allait faire le contraire de ce qu'il a fait... On voit poindre les premières passes d'armes des élections générales prévues l'an prochain, dans lesquelles Syriza, le parti du Premier ministre Alexis Tsipras, devra assurément s'expliquer sur sa volte-face politique de 2015, qui a permis à la

“EN AOÛT, LA GRÈCE REDEVIENTRA UN PAYS NORMAL.”

PIERRE MOSCOVICI,
COMMISSAIRE
EUROPÉEN

Grèce de rester dans la zone euro au prix de cruels renoncements.

Viviane Reding, l'ancienne commissaire européenne (à l'Éducation et à la Culture, puis aux Médias et enfin à la Justice) aujourd'hui députée européenne luxembourgeoise au sein du groupe PPE (droite et centre-droit), n'a pas mâché ses mots pour inciter les Grecs à « faire leur travail ». « Je ne veux pas vous donner de leçons, mais vous vous plaignez qu'on vous a imposé des choses de l'extérieur. Profitez de l'opportunité pour faire un programme hellénique, pour prendre vos responsabilités. »

La femme politique luxembourgeoise a touché du doigt le point le plus douloureux pour les Grecs, en appelant au « rapatriement des 400 000 talents qui ont quitté la Grèce ». C'est un sujet dont tous les Grecs parlent avec tristesse : le départ, depuis dix ans, d'une génération de jeunes diplômés contraints d'aller trouver ailleurs en Europe ou au-delà les emplois qui font défaut chez eux. « Ce sont les plus doués qui s'en vont, les polytechniciens, les médecins... Rentreront-ils chez eux quand la Grèce aura besoin d'eux ? Je ne suis pas très optimiste », a estimé Takis Roumeliotis, ancien ministre socialiste de l'Économie.

A cet économiste qui estimait que les entreprises multinationales pouvaient espérer convaincre les Grecs exilés de revenir dans le nouveau cadre post-crise, ➔

Christophe Chantepy, ambassadeur de France en Grèce, Pierre Haski, Matthieu Croissandeau, France Roche (« l'Obs ») et Dora Pakas (« Kathimerini »).





L'économiste et journaliste Babis Papadimitriou et la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau.

➔ Mehdi Khoubbane, directeur général du groupe L'Oréal en Grèce, a donné l'exemple de son entreprise qui a permis à certains Grecs de revenir travailler dans leur pays d'origine. Panayotis Papanikolas, le patron du français Vinci Concessions en Grèce, a, pour sa part, cité parmi les « avantages compétitifs » du pays son niveau de formation, ses « bons ingénieurs », à condition, toutefois, de les faire rentrer.

Pour cela, il faut rétablir la confiance. Plusieurs orateurs ont qualifié la Grèce de « pays blessé », victime aujourd'hui d'un « complexe d'infériorité » après ces années de crise et de tutelle étrangère; un pays divisé, aussi, incapable de réaliser le « consensus politique » qui serait nécessaire pour affronter la nouvelle phase de son histoire après la fin du troisième programme d'aide économique européen en août prochain. Ces Journées d'Athènes ont révélé un pays partagé entre l'espoir de voir revenir la croissance dans un pays qui ne manque pas d'atouts, et le pessimisme quasi culturel face aux faiblesses structurelles persistantes.

Le volontarisme politique ne fait toute-

fois pas défaut. Ouvrant les travaux, le maire d'Athènes, Georges Kaminis, a fait un plaidoyer éloquent pour sa ville qui traverse le moment « le plus crucial de son histoire », entre les stigmates de la crise économique et les flux migratoires exceptionnels auxquels elle a fait face, en fin de compte, de manière exemplaire. « Nous ne pouvons pas échouer, nous n'échouons pas », s'est-il exclamé!

En clôture des débats, le président grec, Prokopis Pavlopoulos, s'est voulu tout aussi positif, mais a ajouté une condition à cet optimisme relatif: que les créanciers de la Grèce acceptent un « allègement » de sa dette. « Nous avons fait notre devoir », a affirmé le chef de l'Etat grec, soulignant que le pays avait perdu « un tiers de son produit national, un record en temps de paix ». Mais un retour à la prospérité est impossible, a-t-il poursuivi, avec une dette insoutenable. « Tout le monde le sait, même notre ami Schäuble, la dette doit être soutenable. Le moment est venu de parler franchement de la nécessité d'allègement de la dette. »

Pierre Moscovici en est convenu, tout

en affirmant qu'il n'y aura pas de « haircut », c'est-à-dire de renonciation unilatérale à la dette de la part des créanciers. Mais il a reconnu que le niveau de la dette grecque était « insoutenable », et pénalisait le pays « pour des décennies ». Il a exprimé son intérêt pour la proposition d'Emmanuel Macron de lier la performance économique du pays à la réduction de la dette. « Cela peut être la base de la solution, et c'est aussi une bonne incitation à poursuivre les réformes », a déclaré le commissaire européen.

Pays européen le plus atteint par la crise financière de 2008, la Grèce est le dernier à en sortir. Une évolution qui est de bon augure au moment où l'Europe joue son avenir. C'est d'ailleurs à Athènes qu'Emmanuel Macron a commencé à esquisser, l'an dernier, ses propositions pour l'avenir de l'Union... La ministre française chargée des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, qui participait également à ces Journées, s'est félicitée des « bonnes nouvelles » grecques qui vont permettre à ce pays de participer pleinement aux débats sur l'avenir du continent. « L'Europe ne se décide pas seulement entre Paris et Berlin », a-t-elle rappelé.

L'ancien chef du gouvernement italien, Enrico Letta, aujourd'hui président de l'Institut Jacques Delors, a mis en garde contre le sentiment de désamour vis-à-vis de l'Europe dans deux pays qui figuraient parmi les plus « pro-européens » il y a dix ou quinze ans, l'Italie et la Grèce. « La contradiction politique est toujours là entre les élites et le peuple », a renchéri Hubert Védrine, l'ancien chef de la diplomatie française. « Les peuples veulent garder leur souveraineté et leur identité », a-t-il ajouté, tout en faisant la distinction entre « anti-européens » et « Européens devenus sceptiques ».

Entre débat national et pan-européen, la Grèce apparaît une nouvelle fois aujourd'hui au carrefour de tous les enjeux, institutionnel, politique, géopolitique, humain, économique et social. Avec la responsabilité historique de ne pas rater cette sortie de crise, ce retour à la souveraineté pleine et entière en août prochain; en un mot, ne pas manquer ce « chemin de l'espoir » qui s'ouvre devant elle. ■

“L'EUROPE NE SE DÉCIDE PAS SEULEMENT ENTRE PARIS ET BERLIN.”

NATHALIE LOISEAU,
MINISTRE
DES AFFAIRES
EUROPÉENNES

Avec le soutien de

